

# Histoire du syndicalisme en France, 3<sup>e</sup> période 1914 - 1995 : Le syndicalisme partidaire

La campagne présidentielle de 2007 a été illustrée par une tentative de captation d'héritage. Nicolas Sarkozy s'est revendiqué de Jean Jaurès, il a rendu obligatoire la lecture de Guy Môquet, il s'est engagé à effectuer un pèlerinage annuel au Plateau des Glières, haut lieu de la Résistance. Mais il a condamné l'esprit de mai 68 qu'il entend déraciner et stigmatisé la repentance à l'égard de la colonisation et de Vichy. Dans une période qui dévalorise le passé défini par l'archaïsme et récuse un avenir différent - no future - l'épisode du printemps 2007 révèle la double impossibilité de refouler l'histoire comme un logiciel chasse le précédent et de l'unifier dans une version consensuelle. L'aventure du mouvement ouvrier ne se dissout pas dans le mythe d'une nation républicaine et libérale consensuelle. L'opposition à la guerre 1914-18, le Front Populaire, la Résistance, les grandes grèves de 1953, 1963, 1968, 1986, 1995 offrent la preuve concrète d'une contradiction à l'œuvre tout au cours du XX<sup>e</sup> siècle dont il convient de prendre la mesure, sans gommer ses échecs, ses tâtonnements et ses erreurs.

## I. La spirale des catastrophes 1914-1944

La mobilisation contre la montée des périls dont l'opinion publique perçoit mal l'accélération est impulsée par la CGT appuyée par Jean Jaurès mais faiblement par la SFIO. L'assassinat du fondateur de l'Humanité le 31 juillet 1914 bouleverse la donne. Dans son discours aux obsèques de « l'apôtre de la paix », Léon Jouhaux



Jean Jaurès



Pierre Monatte

se rallie à l'Union sacrée pour sauver la civilisation, le progrès social, la liberté contre « l'impérialisme et le militarisme sauvage ». Dès décembre 1914, Pierre Monatte démissionne du Comité confédéral de la CGT pour exprimer son opposition au soutien apporté à la guerre et des militants de la Vie ouvrière qui ne paraît plus, participent aux conférences internationales de Zimmerwald (septembre 1915) et Kienthal (avril 1916). L'action revendicative s'intensifie en 1917, année où se produisent des mutineries spontanées. Les adversaires du premier conflit mondial élargissent leur audience après la Révolution d'octobre, « cette grande lueur à l'Est ». Léon Jouhaux se distancie des jusqu'au-boutistes. Il propose un nouveau cours au syndicalisme, négociateur et présent dans les institutions.

L'armistice du 11 novembre 1918 ne met pas seulement fin à un carnage insensé, elle libère les énergies d'une classe ouvrière profondément transformée par l'économie de guerre. Une vague de syndicalisation et de grèves se déploie en 1919-1920. Le mouvement syndical se scinde. Les réformistes qui ont consenti au bellicisme et freiné les luttes gardent la CGT. Les opposants au conflit mondial puissamment impliqués dans les mobilisations sociales, créent en 1921 une CGT « unitaire ». Hostiles au bolchevisme et préoccupés par le sort des employés, des chrétiens fondent la Confédération française des Travailleurs chrétiens (CFTC 1919). Les techniciens s'organisent aussi : Union des Syndicats des Ingénieurs français (USIF 1919), Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et des arts (USTICA 1919), Confédération des travailleurs intellectuels (CTI 1920).

De 1921 à 1934 l'action syndicale est paralysée par l'antagonisme CGT-CGTU. Les années folles du « rebâtir à l'identique » laissent place à la grande dépression de 1929, au chômage, à l'attaque contre les immigrés, à l'avancée du fascisme. Communistes, socialistes, radicaux s'entendent sur une double réplique économique et politique. CGT et CGTU se réunifient à Toulouse en mars 1936. Les deux courants rivaux, en dépit d'oppositions sur les statuts (fédéralisme, indépendance), le planisme, l'affiliation internationale, s'entendent sur le soutien au Front populaire et à son programme. La gauche emporte les élections législatives. Le succès de Léon Blum est prolongé par une explosion sociale qui aboutit aux accords de Matignon (7 juin 1936). La CGT

obtient un relèvement des salaires, les 40 heures, les congés payés, les délégués du personnel, l'extension des conventions collectives. Au moment le plus intense de la mobilisation, le nombre de grévistes s'élève à deux millions cinq cent mille. La ruée syndicale porte les effectifs de la CGT à quatre millions. Les « unitaires » en tirent le principal bénéfice.

Dès les mois de juillet et août 1936, les procès de Moscou et la guerre d'Espagne provoquent les premières fissures dans le rassemblement. Le patronat se restructure. La droite dans son ensemble déploie une stratégie selon trois axes. Majoritaire au Sénat, elle utilise cette position pour bloquer les réformes sociales. Elle s'appuie sur les classes moyennes pour contenir la classe ouvrière, en particulier, elle favorise la constitution du groupe des cadres. Enfin, elle délègue à l'extrême-droite le soin de pousser les feux de l'anticommunisme. Trois événements scandent la reconquête : le retrait du parti radical du Front populaire, l'échec de la grève du 30 novembre 1938 contre l'abrogation des 40 heures, l'exclusion des communistes le 25 novembre de la CGT parce qu'ils refusent de condamner le pacte germano-soviétique.

« Plutôt Hitler que le Front populaire ». La dialectique droitiste va au bout de sa logique. Les concessions de Munich conduisent à la « drôle de guerre » (3 septembre 1939-10 mai 1940), à l'offensive allemande, à l'armistice (22 mai 1940), aux pleins pouvoirs à Philippe Pétain (10 juin 1940).

Le courant droitier de la CGT, impulsé par René Belin, s'engage dans le vichysme. Il contribuera à la confection de la Charte du Travail (4 octobre 1941) qui entend organiser la collaboration des classes. Après quelques flottements, le centre incarné par Léon Jouhaux entre en résistance. Le régime de Pétain persécute les Juifs, attaque les francs-maçons, les communistes. Dissous le 26 septembre 1939, le PCF est désarticulé. Après des négociations secrètes avec l'occupant pour faire reparaître l'Humanité, la ligue anti-fasciste de Gabriel Péri et Charles Tillon l'emporte. La grève des mineurs du Nord (26 mai-9 juin 1941) confirme la pleine implication des militants unitaires dans le combat anti-hitlérien. Les accords du Perreux conclus le 17 avril 1943 assurent la réunification des deux tronçons du syndicalisme laïque. La CGT réunifiée pour la seconde fois entre au Conseil national de la Résistance où elle côtoie la CFTC dont la majorité s'est débarrassée des tenants de la Charte du Travail.

## II. Le triomphe du Keynésiano-fordisme 1944-1976

Pour libérer la France non seulement des fascistes mais des élites économiques et intellectuelles qui ont voulu « l'étrange défaite » de 1940, selon la formule

de Marc Bloch, le Conseil national de la résistance élabore un programme d'action (15 mars 1944) que le gouvernement de Gaulle met en œuvre après la Libération. De puissants affrontements politiques entourent la constitution d'un large secteur public, l'établissement d'un statut de la fonction publique, l'instauration des comités d'entreprise, le rétablissement des délégués du personnel.

La création du régime général de la Sécurité sociale permet à la droite de lancer contre elle les classes moyennes, à commencer par les ingénieurs et cadres dont les organisations surgies en 1937 se réunissent en 1944 pour donner naissance à la CGC. Un accord sera trouvé le 14 mars 1947. Au-delà du « plafond », c'est-à-dire de la rémunération maximale accordée aux ouvriers et employés, un régime spécifique de retraites complémentaires, l'AGIRC, est établi pour les cadres.

L'entente antifasciste qui s'était mise en place à partir de 1941 se lézarde au milieu de l'année 1947, tant au plan international que national. La CGT est mise en difficulté lors du conflit Renault (25 avril-16 mai 1947). Le 4 mai 1947, Paul Ramadier révoque les ministres communistes et met fin à l'entente tripartite SFIO, PCF, MRP. La centrale de Benoît Frachon soutient le Vietnam dans la guerre d'Indochine et se dresse contre le plan Marshall. L'implication cégétiste dans les grèves violentes de l'hiver 1947 fournit l'occasion aux socialistes et socialistes regroupés dans le courant Force ouvrière de faire scission, minoritaires cette fois à la différence de 1921 et 1939.

Le syndicalisme français s'installe dans le pluralisme, CGC, CFTC, CGT-FO, CGT appartiennent chacune à des éco-systèmes politiques : gaulliste, démocrate chrétien, socialiste, communiste. La FEN autonome, préserve son unité au prix de tendances organisées. D'où la dénomination de « syndicalisme partidair ». Les années de la reconstruction et de la guerre froide placent le syndicalisme sur la défensive. La grève d'août 1953 dans les services publics, pour la défense du régime des retraites, victorieuse, amplifie au sein de la CFTC la combativité d'une minorité désireuse de la « déconfessionnaliser ». La suppression des prêtres ouvriers en 1954 endigue l'attraction exercée par la CGT sur les militants catholiques « progressistes ». L'expérience du Front Républicain en 1956-1957 échoue et la IV<sup>e</sup> République, enlisée dans le conflit algérien, laisse place au Général De Gaulle.

Le mouvement social est comprimé pendant toutes les années de la guerre d'Algérie. Son achèvement libère la poussée revendicative. La grève des mineurs inflige à de Gaulle son premier grand échec en 1963. La CFTC se déconfessionnalise en 1964 et, sous l'impulsion d'Eugène Descamps, conclut un accord d'unité d'action avec la CGT le 10 mai 1966. Le plan de



Eugène Descamps

stabilisation lancé en 1963 provoque la montée du chômage. 300 000 personnes sans emploi selon les normes de l'époque choquent un pays d'immigration depuis la libération. Le CNPF refuse toute négociation. Des ordonnances réduisent la gestion syndicale de la Sécurité sociale.

Lors de l'apogée du mouvement social de mai 1968, huit millions de salariés sont en grève. La force de la mobilisation est réduite par la division syndicale, l'absence de relève politique. Le constat de Grenelle (27 mai) comprend une hausse des salaires, une promesse de réduction du temps de travail, la création de la section syndicale d'entreprise. L'après-mai se caractérise par une grande effervescence revendicative. Les OS se rebiffent contre une intensification des cadences qui a atteint ses limites. Régionalisme, écologie, féminisme s'épanouissent.

Le PCF, le PS régénéré lors du congrès d'Épinay (11-13 juin 1971), le Mouvement des Radicaux de Gauche signent le 29 juin 1972 le Programme commun de gouvernement. La CGT qui tente de tirer les leçons de 1968 rajeunit ses cadres et renouvelle ses méthodes sans asseoir son autonomie envers le PCF comme le souhaitait Georges Séguy. La centrale s'engage en faveur du Programme commun dont l'inexistence aurait plombé le mouvement social quatre ans plus tôt. La CFDT, s'appuyant sur les gauchistes pour contrebalancer la puissance cégétiste poursuit sa radicalisation jusqu'à adopter en 1977 sa plate-forme la plus exigeante depuis sa création. FO, CFTC, CGC, FEN engrangent les conquêtes que le couple CGT-CFDT, uni et discordant contribue à obtenir. Ainsi, la formation professionnelle continue, l'amélioration des aides aux chômeurs, des conditions de travail appartiennent aux acquis de la période.



Georges Séguy

### III. La déferlante du libéralisme 1976-1995

Les Trente Glorieuses s'achèvent. L'État développeur keynésien laisse place progressivement à l'État dérégulateur. L'informatisation pénètre dans le taylorisme. La crise économique, d'abord monétaire (1971-1973), s'amplifie et le remplacement de Jacques Chirac par Raymond Barre, le « Joffre de l'économie » en 1976, symbolise le passage à l'austérité.

Les années 1976-1986 de la crise troublante, pour ne pas dire paralysante, sont marquées par trois phénomènes en interaction, l'intensité de la division syndicale, la diffusion de l'acceptation des « contraintes » économiques, le recul des luttes. L'actualisation du PCG en 1977 fournit l'occasion de la rupture de l'union de la gauche dont le PCF porte la responsabilité aux yeux de

l'opinion. François Mitterrand réussit le rééquilibrage de la gauche qu'il avait annoncé au Congrès de l'Internationale socialiste à Vienne, fin juin 1972. La CGT se porte au secours du PCF, en vain. Elle dénonce le recentrage de la CFDT consacré à Brest (1979). Les réformes du gouvernement Mauroy (1981-1984), parfois ambiguës comme l'acceptation d'accords dérogatoires sont comprimées par les plans d'austérité de 1982 et 1983. La CFDT se situe à la pointe de la pédagogie adaptative : « Le monde change, changeons le syndicalisme », selon une formule déjà critiquée par la Nouvelle Gazette Rhénane le 4 juin 1848. La montée du chômage, le recul du pouvoir d'achat, le sentiment d'être sacrifiés sur l'autel de la concurrence engendrent la désyndicalisation, la diminution des grèves et le développement d'un vote populaire en faveur du Front national.

La séquence 1986-1995 accuse les tendances de la précédente. La CFDT procède à son dernier recentrage en abandonnant sa référence au socialisme et à l'auto-gestion de 1968 et 1970. La grève des cheminots de l'hiver 1986 manifeste un ras-le-bol à l'égard de la

division syndicale que des coordinations entendent contrecarrer. La FEN se fait le porte-parole d'une « recomposition » qui rassemblerait les forces syndicales réformistes. FO s'y oppose et le résultat du projet aboutit à l'inverse, la création de SUD-PTT (1988) et de la FSU (1993). En réplique, la FEN constitue l'UNSA en 1993. Des syndicats autonomes et les divers opposants au recentrage de la CFDT forment l'Union syndicale Solidaires (1998 et 2004).



Louis Viannet

La CGT remet en cause son « regauchage » pendant le secrétariat de Louis Viannet (1992-1999). La confédération se déconnecte du PCF, quitte l'internationale syndicale communiste, la FSM et se rapproche de la CFDT. La stratégie se heurte au mouvement social de 1995 contre le plan Juppé de contre-réforme de la Sécurité sociale. Dans la lutte, un axe s'établit entre CGT, FSU, SUD et FO avec la fameuse poignée de main entre Louis Viannet et Marc Blondel. Emietté, exsangue (9% de syndiqués), le syndicalisme fait preuve d'une capacité étonnante à animer le mouvement social.

**René Mouriaux**

## Prochain article : de 1995 à nos jours

### Pour aller plus loin...

▣ WILLARD (Claude), dir. La France ouvrière t 2. De 1920 à 1968. Paris, Edition de l'Atelier, 1995, 368 p.

▣ MOURIAUX (René), Le syndicalisme en France depuis 1945. Paris, La Découverte, coll. Repères, 2<sup>ème</sup> ed, 2004, 122 p.

### Approfondissements thématiques

▣ ARTOUS (Antoine), ESPZTKIN (Didier), SILBERSTEIN (Patrick) dir. Les années 68. Paris, Syllepse, 2008 (à paraître).

▣ BESSE (Jean-Pierre), PENNETIER (Claude) Juin 40, la négociation secrète. Paris, Edition de l'Atelier, 2006, 207 p.

▣ GEORGE (Bernard), TINTANT (Denise), RENAUD (Marie- Anne) Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français. Paris, PUF, 1979, 486 p.

▣ NOIRIEL (Gérard), Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980. Paris, PUF, 1984, 396 p.

▣ SIWEK-POUYDESSEAU (Jeanne), Les syndicats des fonctions publiques au XX<sup>e</sup> siècle. Paris, Berger-Levrault, 2001, 312 p.

▣ TOZZI (Michel), Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux. Régionalisme, Féminisme, Ecologie. Paris, Editions ouvrières, 1982, 191 p.